

**Dis donc, Attal, des stages
laïcité proposés à nos
enseignants par le défunt
CCIF ça te dérange pas ?**

écrit par Christine Tassin | 23 novembre 2023





« Ne laissez pas la porte ouverte derrière vous, pour l'instant ils dorment, mais quand ils vont se réveiller, ils vont venir foutre le bordel ». À la MJC Mosaïque du quartier populaire de la Grande Garenne, à Angoulême, la responsable monte la garde. Il faut dire que l'endroit, perdu entre les barres du quartier, fait figure de refuge pour les jeunes du coin. Mais ce jeudi 16 novembre, ils devront se contenter de l'arrêt de bus, car la grande salle polyvalente a été réservée pour un stage. Son titre : « La laïcité un principe dévoyé ». Les intervenants : des membres du Collectif Contre l'Islamophobie en Europe (CCIE), venus tout droit de Belgique, invités par Sud Éducation Charente. Une façon pour le syndicat de proposer à ses profs « un temps où l'on puisse aborder la laïcité autrement » en « revenant sur les idées préconçues ».

Vous avez bien compris : un syndicat de professeurs invite une reformation du Collectif contre l'islamophobie en France, dont la dissolution avait été actée par l'État fin 2020 à cause de ses liens avec l'islam radical et, plus spécifiquement, pour

avoir été « manifestement impliqué » dans la campagne de haine dirigée contre Samuel Paty, professeur d'Histoire-Géo décapité par un terroriste islamiste en 2020, avait précisé le ministère de l'Intérieur à l'époque. Sud Éducation et le CCIE, pour parler de laïcité... Charlie n'allait pas manquer ça. Alors on a fait nos valises et on s'est rendu à Angoulême en se faisant passer pour un jeune contractuel.

« C'est ça la laïcité »

Installée autour de tables disposées en U, la trentaine de participants est d'abord invitée à réagir à une campagne nationale de promotion de la laïcité à l'école, lancée par le ministère de l'Éducation nationale en 2021. Intitulée « C'est ça la laïcité », elle avait créé la polémique à sa sortie. On y voit des gamins de différentes couleurs de peau et avec des prénoms à consonances plus ou moins étrangères. Selon cette campagne, la laïcité permettrait « à Sacha et Neïssa d'être dans le même bain », à « Imrane, Axelle et Ismail » de « penser par eux-mêmes » ou encore de « donner le même enseignement à Romane, Elyjah et Alex quelles que soient leurs croyances ».

Certes, la campagne enfile les poncifs, mais pour certains professeurs réunis ce matin-là, le diagnostic est bien pire : elle est « xénophobe », « raciste » et rappelle notre « héritage colonial ». Bref, rien de moins qu'« une affiche de propagande ». Après avoir vérifié que l'indignation antiraciste avait bien fait frémir la salle, **Aïcha Bounaga, chercheuse en sociologie et membre du CCIE, entame, agile, sa présentation.** L'école « plurielle » perpétue une « forme d'ethnicisation » et les professeurs de la République qui constituent ce jour-là son auditoire sont bien évidemment incapables d'être « indifférents à la différence » – laïcité ou non.

« Juste un maillot développé en Australie »

« Je ne comprends rien », coupe une des participantes, avant de commencer à expier une faute personnelle. « Je cherchais en quelle classe était une des élèves, noire, de mon établissement. J'ai donc posé la question à un de ses camarades, en lui demandant : « en quelle classe de STMG (NDLR : une filière technologique, considérée comme moins prestigieuse) est-elle ? » », raconte-t-elle avant de poursuivre sa confession : « Elle était, en fait, en filière générale, j'ai eu un préjugé, un biais, mais pas ethnique, sociologique ». « On a tous des préjugés, mais il faut les combattre », l'absout alors l'intervenante. Jusque-là, on se demande ce que la laïcité « dévoyée » a à voir là-dedans.

Mais à mesure que la présentation du CCIE délie les langues, on se rend compte combien les religions ont bel et bien fait leur retour à l'école. À en croire ce prof d'EPS, certaines élèves musulmanes évoquent l'islam pour demander à être dispensées de cours de natation. Réaction du CCIE ? Bien sûr, elles ne « peuvent pas refuser d'y participer en raison de leur croyance ». Mais la nuance n'est jamais loin : « Pourquoi ne les écoute-t-on pas ? » Peut-être, justement, en raison du principe... de laïcité. Mais Mariem Sabil a une autre solution : les laisser porter un « vêtement couvrant ». Ne dites pas « burkini », car l'intervenante « n'aime pas beaucoup » ce terme. Il ne s'agit que « d'un maillot développé en Australie ». Factuellement vrai.

Ce fard sémantique bien pratique pour cacher le caractère religieux d'une revendication, le CCIE l'utilise à l'envi. Ne dites pas qu'un élève ne mange pas de viande (non halal), dites plutôt qu'il « ne consomme pas de protéines carnées » à l'école. Factuellement vrai.

Conflit de générations

Jusqu'où iront ces petites stratégies militantes ? Une professeure des écoles s'interroge : « Si un élève, un professeur ou autre, ne respecte pas le principe de neutralité, qui doit lui dire ? » Première réponse : « Vous pouvez le faire vous-même, mais je comprends que ce soit violent, sinon vous pouvez demander au chef d'établissement. » Puis, immanquablement : « Vous pouvez aussi ne rien dire ». Le tout, sourire aux lèvres.

Le Collectif contre l'islamophobie en Europe, une association initialement dissoute en France pour ses liens avec l'islam politique donc, invite tranquillement les professeurs qui assistent à ses conférences à déroger aux principes de l'école publique. Pourquoi s'en priveraient-ils ? Après tout, parmi les plus jeunes professeurs présents ce jour-là, la plupart estime que la laïcité « pose problème car elle amène de la colère et de la violence entre les communautés ». Il n'y a guère plus que les plus âgés qui se rappellent que « les années quatre-vingt ont signé un retour du religieux dans la société ». Un retour en force qui leur « fait peur » et qui fait de la laïcité un principe « important » qui « protège la liberté de croire ou de ne pas croire ». Des arguments surannés.

Car avant les années 1980, expliquent les intervenantes du CCIE, la France a galvanisé la différence des cultures et des origines ethniques des élèves. Une attitude jugée « paternaliste ». Mais depuis l'affaire du voile de Creil en 1989 et la loi de 2004 dont elle a accouchée, la République s'est mise à vouloir « contrôler l'expression religieuse des jeunes musulmans ». Et de signer ainsi la « genèse de la construction du « problème » musulman ». Pile je gagne, face tu perds.

Pire : depuis 2015 et les lois antiterroristes, « on ne tend plus la main aux jeunes, on rentre dans une sphère uniquement

répressive. » Un magma idéologique où la laïcité, la neutralité de l'école et la lutte contre le terrorisme islamiste, qui a fait 266 morts depuis 2014, se fondent dans une même bouillie argumentative. Les intervenantes concluent le chapitre tout en finesse : « On voudrait faire croire que la laïcité c'est « être heureux et avoir des amis », alors que c'est dire aux jeunes musulmans qu'ils sont des terroristes en puissance. »

La faute de l'État ?

Dans la salle, les réactions sont mitigées. « Vous n'avez pas mentionné les assassinats de deux professeurs », s'enquiert – on n'y croyait plus – un des professeurs. Une de ses collègues lui emboîte le pas : une « maman d'élève qui a retiré son voile en arrivant en France » était « atterrée » de voir sa fille se mettre à le porter. De l'autre côté de la pièce, une autre se lance à son tour et évoque un parent d'élève « qui convertit les enfants dans le quartier, alors qu'il n'est même pas imam »... Endurante, Mariem Sabil explique qu'« il ne s'agit pas de nier le retour des conservatismes ». Mais là encore, l'acrobatie est parfaitement maîtrisée : « Si l'islamisme gagne du terrain, c'est à cause de l'action politique, l'un nourrit l'autre qui nourrit l'un », complète sa collègue sociologue. Comprendre : en se défendant contre le terrorisme islamiste, l'État le provoque. Ou la théorie de la jupe trop courte.

Fin du stage. Le diaporama se conclut par un titre en lettres capitales : « La laïcité, un principe dévoyé ! ». « J'ai hésité à mettre un point d'interrogation, explique la juriste du CCIE, mais j'ai finalement préféré mettre un point d'exclamation. » Quant à ceux qui considèrent que la laïcité joue pleinement son rôle aujourd'hui, ce sont, à ses yeux, les mêmes qui croient à « un « grand remplacement » et qui veulent éviter une islamisation du pays ». Les défenseurs de la loi de 1905, un principe qui est né et s'est épanoui dans la gauche

républicaine, apprécieront.

<https://charliehebdo.fr/2023/11/societe/education/laicite-de-voyee-ex-ccif-invite-par-sud-education-pour-faire-la-lecon-aux-professeurs/>

Sont gonflés ou bien si sûrs du soutien de Macron-Attal qu'ils osent ?

Oui, les salauds ça ose tout.

J'ai nommé les ordures de Sud Education. Profs gauchistes détricotant l'école et la France. Islamophiles, collabos... Sud Education, c'est des [stages interdits aux hommes](#) (avec le soutien de la [CGT](#)), c'est des [stages interdits aux Blancs](#), C'est le soutien -toujours avec la CGT- [des islamistes](#), c'est le harcèlement pour imposer l'écriture inclusive... c'est des enseignants qui n'ont qu'un seul but, laver le cerveau de nos enfants pour en faire des wokistes ennemis de leur pays (et de leurs parents ?).

J'ai nommé les ordures du CCIE/CCIF (le CCIF -comité contre l'islamophobie en France, à peine dissous, se reconstituait en Belgique sous le signe [CCIE](#), comité contre l'islamophobie en Europe).

Puisqu'ils ont enfin consenti à dissoudre le CCIF que ne dissolvent-ils pas le CCIE, son frère jumeau ?

Il est évident que si Attal se garde bien de toute polémique, c'est que la Macronie marche sur la pointe des pieds depuis le 7 octobre... ce qui, paradoxalement et scandaleusement, donne encore un coup de pouce aux islamistes. Ceux qui ont célébré les horreurs du 7 octobre.

[Décret de la dissolution du CCIF dans le journal officiel](#)

Ils sont de retour. Dissous en 2020 dans le sillage de la décapitation de Samuel Paty, puis ressuscité en Belgique dans la foulée, le Collectif contre l'islamophobie en Europe dispense pourtant bien des stages sur la laïcité aux professeurs français. « Charlie » s'est invité à l'un d'eux, à Angoulême. Reportage.

[...]

<https://www.fdesouche.com/2023/11/22/sud-education-invite-le-collectif-contre-lislamophobie-en-europe-heritier-du-ccif-dissous-en-2020-pour-ses-liens-avec-lislam-radical-a-des-stages-laicite-destines-aux-enseignants-francais/>